

Le marché du travail : bilan de la mi-année

Ian Macredie

À mi-chemin de 1996, à quoi ressemblera l'année? Sera-t-elle comparable à 1994, dont la croissance de l'emploi a montré de quoi l'économie est encore capable, ou bien à 1995, une période plus fidèle aux tendances des années 90?

L'emploi a connu une croissance rapide et constante en 1994. Plus étonnant encore, cette croissance s'est traduite quasi entièrement par des emplois à temps plein. Les gains enregistrés ont été substantiels, au point de susciter la première augmentation d'une année à l'autre du revenu familial moyen depuis 1989, discréditant ainsi l'idée largement répandue d'une « reprise sans création d'emplois ». Cette croissance de l'emploi a également provoqué la première baisse soutenue du taux de chômage des années 90.

L'année suivante, il en a été tout autrement. En 1995, la croissance de l'emploi a retrouvé le niveau modeste qui était devenu la règle pendant les années 90. Au cours de l'année, la croissance a été timide (99 000), ne se chiffrant qu'à 26 % de son taux de l'année précédente. En outre, le taux de création d'emplois à temps partiel a été supérieur à celui de création d'emplois à temps plein. Le taux de chômage a continué à baisser, mais à un rythme plus lent qu'en 1994.

L'environnement économique

Le rapport entre l'évolution de la croissance générale de l'économie

Ian Macredie est à la fois directeur de la Division de l'analyse des enquêtes sur le travail et les ménages ainsi que de L'emploi et le revenu en perspective. On peut communiquer avec lui au (613) 951-9456.

Bon nombre des tendances observées en 1995 semblent s'être poursuivies jusqu'à maintenant. Cependant, les résultats de l'Enquête sur la population active (EPA) de juin 1996 faisaient état de baisses inattendues de l'emploi (-56 000), notamment à temps plein, pertes qui d'ailleurs étaient concentrées au Québec. Jointes à une augmentation relativement faible de 36 000 personnes au sein de la population active, ces pertes ont poussé le taux de chômage à 10,0 %, bien au-delà de la fourchette de 9,2 % à 9,7 % à laquelle il s'était restreint depuis 1994.

L'analyse exposée dans le présent article adopte une attitude prudente quant à l'interprétation des résultats de

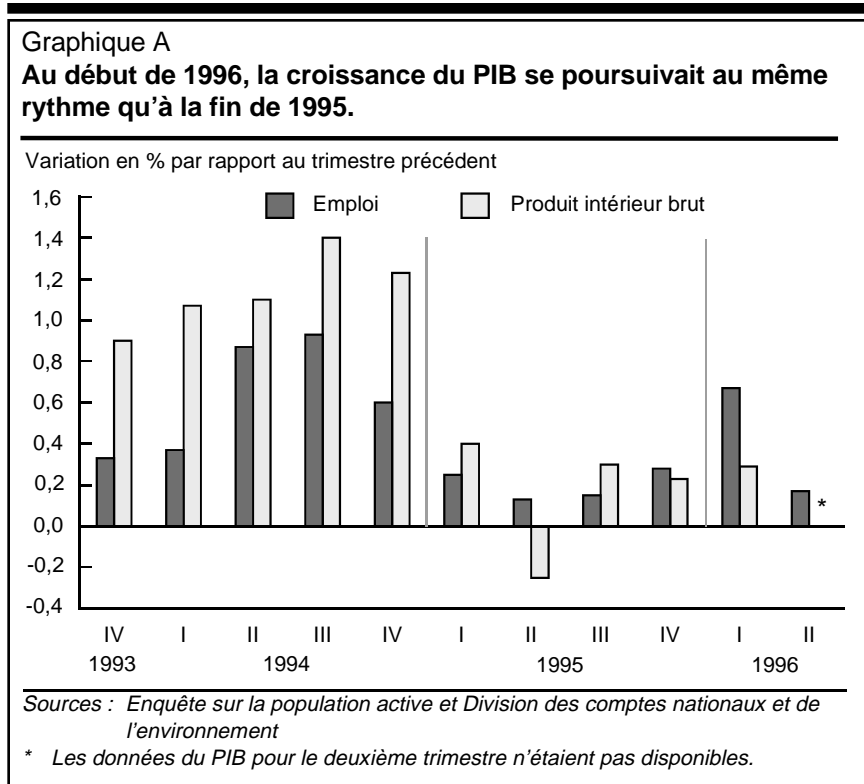
juin et, de façon générale, considère les cinq premiers mois de données comme indicatifs des tendances du premier semestre de l'année.

Le présent article est basé sur les données de l'EPA disponibles en date du 5 juillet 1996. Sauf indication contraire, les données mensuelles ont été désaisonnalisées afin de faire ressortir les tendances sous-jacentes. Les mouvements saisonniers sont causés par des événements annuels réguliers tels que le climat, les congés, les périodes de vacances et les cycles de la moisson et de la production. Même désaisonnalisées, les données demeurent sensibles aux fluctuations irrégulières et cycliques à long terme.

et celle de la situation de l'emploi n'est pas constant dans le temps. Ces deux phénomènes sont néanmoins intimement liés d'un point de vue historique. Ainsi, en replaçant la première moitié de cette année dans le contexte de la croissance de l'emploi des deux années précédentes, il serait intéressant d'établir un parallèle afin d'étudier l'évolution de la situation macroéconomique.

En 1994, le produit intérieur brut (PIB), un indicateur de la situation économique, a connu une croissance assez marquée, plus particulièrement au cours des deux derniers trimestres (graphique A). En 1995, ce taux de croissance a accusé une baisse spectaculaire, accompagnée d'une chute presque immédiate du taux de croissance de l'emploi. La croissance du PIB durant le premier trimestre de 1996 s'est traduite par des taux comparables à ceux du deuxième semestre de 1995.

Les exportations, et plus spécialement les exportations de marchandises, semblent jouer un rôle toujours plus grand dans la création d'emplois au Canada. La rapide croissance de l'emploi en 1994 reflétait une croissance globale des exportations de 15 % par rapport à l'année précédente, croissance à laquelle l'augmentation de 20 % des exportations de marchandises avait contribué. En 1995, les taux de croissance des exportations en général et de marchandises en particulier se sont respectivement maintenus autour de 12 % et 14 %. Les taux d'exportation de marchandises pour le mois de mai 1996 étaient d'environ seulement 6 % plus élevés que ceux du mois de mai 1995, qui à leur tour étaient de 17 % supérieurs à ceux de mai 1994. Cette croissance plus modérée survenue en 1996 n'est pas de bon augure pour la croissance de l'emploi, bien que les niveaux actuels de l'emploi, du moins dans le secteur des biens, devraient se maintenir.



L'emploi

La dimension sectorielle

En 1994, la croissance de l'emploi a été le fruit de gains exceptionnels dans le secteur des biens, gains soutenus par la croissance dans le secteur des services à des taux établis au cours de l'année et demie précédente. En 1995, la croissance des emplois dans le secteur des biens a été réduite, ce qui a eu un impact sur la population active qui devait être encore aggravé par le ralentissement de la création d'emplois dans le secteur des services (graphique B). Autrement dit, pendant ces deux années, les deux grands secteurs ont conjugué leurs efforts pour pousser le taux d'emploi global dans le même sens, soit hausse en 1994 et quasi-stagnation pendant la plus grande partie de 1995.

Cette année, sauf en juin (voir l'encadré), la croissance globale de l'emploi a été à peine plus élevée que pendant les cinq premiers mois de 1995, et cette croissance peut être entièrement attribuée au secteur des services. Le secteur des biens n'a quant à lui manifesté aucun changement significatif.

Croissance intermittente de l'emploi dans l'industrie manufacturière

L'emploi dans l'industrie manufacturière a connu une amélioration presque nulle l'année dernière, dans le sillage d'un redressement substantiel d'après-récession en 1994. Jusqu'ici cette année, il ne se dégage presque aucune tendance précise des estimations de l'emploi dans cette industrie. Ainsi que l'ont établi des bilans antérieurs du marché du travail (Akyaamong,

1995; Dumas, 1996), il existe dans l'industrie manufacturière un lien étroit entre le niveau et la tendance en matière d'exportations, et le niveau et la tendance de l'emploi.

Selon toute évidence, à moins que le bilan de 1996 ne révèle une croissance des exportations à une échelle comparable à celle de 1994, l'industrie manufacturière ne deviendra pas le moteur de la croissance de l'emploi pendant l'année civile courante – hormis une augmentation spectaculaire de la demande intérieure.

Baisse dans l'industrie de la construction

L'emploi dans la construction a maintenu la tendance à la baisse amorcée en 1995, après une vigoureuse performance en 1994. De décembre 1995 à juin 1996, les baisses d'un mois à l'autre équivalent à une réduction de 5 %.

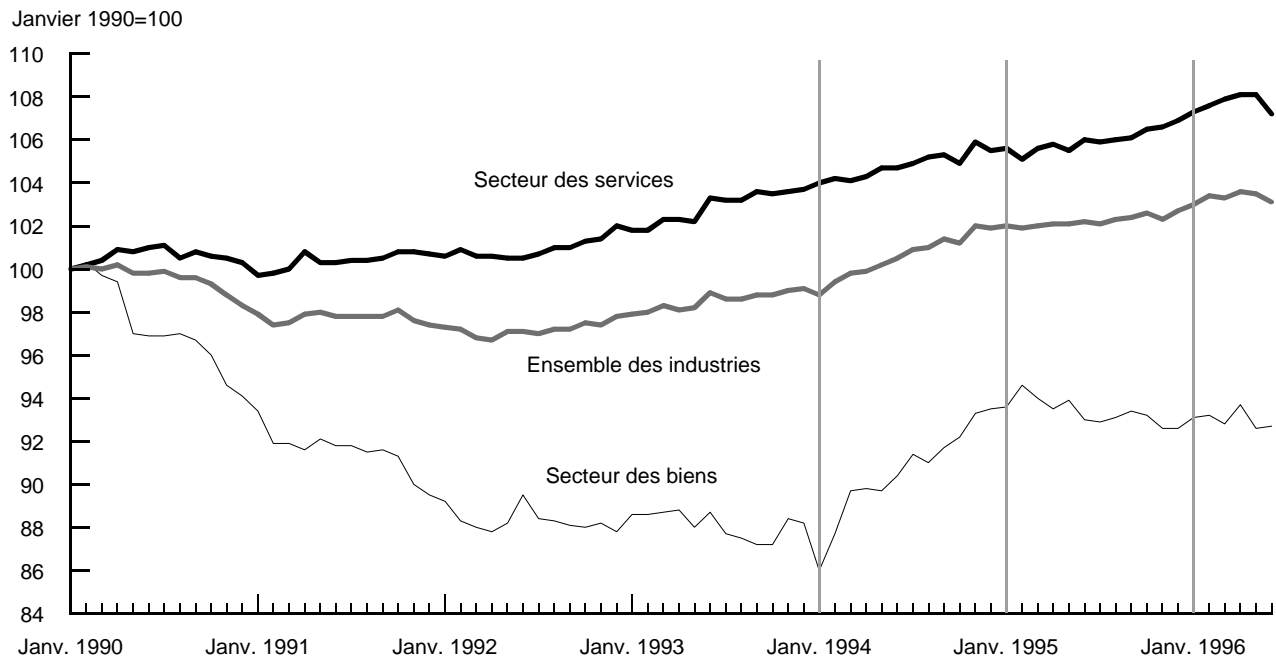
Les faibles taux d'intérêt n'ayant pas stimulé la croissance de la construction, il est difficile de savoir si, le cas échéant, d'autres diminutions seraient favorables à cette industrie du point de vue du bilan de 1996.

Croissance plus prévisible dans le secteur des services

Au cours des cinq premiers mois de 1996, le secteur des services a continué de servir de fondement à la croissance de l'emploi. Les données de juin se distinguent en ce qu'elles modifient ce scénario, de façon subite et remarquable. Après une suite de hauts et de bas, les estimations relatives au secteur des biens ne révèlent en fait aucun changement par rapport à mai. Les estimations de juin relativement au secteur des services établissent une baisse substantielle (-84 000), due principalement au commerce (-26 000), à l'administration publique (-25 000), aux finances, assurances et affaires immobilières

Graphique B

Mis à part l'année 1994, lorsque le secteur des biens témoignait d'une performance remarquable, le secteur des services demeure la source principale de croissance de l'emploi.



Source : Enquête sur la population active

(-14 000). Cependant, pour déterminer si les changements survenus de mai à juin 1996 constituent le début d'une nouvelle tendance, il faudra attendre à tout le moins les résultats de l'EPA de juillet et août 1996 (voir l'encadré).

Travailleurs à temps plein et à temps partiel

Ce n'est pas uniquement le taux de croissance de l'emploi qui différencie 1994 d'autres années récentes, mais encore la teneur de cette croissance. Presque toute l'augmentation concernait des travailleurs à temps plein. En fait, le nombre de travailleurs à temps partiel a fléchi de 2,2 % au cours de 1994. L'année suivante a vu le retour au schéma qu'on pourrait qualifier de «traditionnel» des années 80 et 90, c'est-à-dire une

croissance de l'emploi à temps partiel supérieure à celle de l'emploi à temps plein (4,9 % par rapport à -0,2 %).

En ce qui concerne les taux de croissance relative, le début de cette année s'est rapproché davantage de 1994 que de 1995. De décembre 1995 à mai 1996, le nombre de travailleurs à temps plein a augmenté de 1,1 %, tandis que celui de travailleurs à temps partiel diminuait de 0,5 %. Mais cette tendance ne pourra se maintenir que si les mois prochains permettent de compenser la chute du nombre de travailleurs à temps plein survenue en juin 1996.

L'Indice de l'offre d'emploi offre peu d'encouragement

L'Indice de l'offre d'emploi (déterminé à partir du nombre d'annonces

d'offre d'emploi parues dans 22 grands journaux de régions métropolitaines) constitue une mesure des intentions d'embauche des entreprises. L'Indice (juin 1991 = 100) a monté pendant toute l'année 1994 pour atteindre un sommet de 102 en novembre, maintenant en outre ce même niveau en décembre 1994 et en janvier 1995. Il a par la suite commencé à décroître à partir de février 1995, pour se fixer à 90 en janvier 1996 et à 87 en avril de la même année. Il s'est depuis fixé à son niveau actuel (juin) de 89. Dans la mesure où l'évolution de l'Indice de l'offre d'emploi laisse présager la croissance à venir de l'emploi, les données du premier semestre de 1996 ne sont pas indicatives d'une croissance appréciable dans les prochains mois.

La dimension provinciale

Le schème de croissance de l'emploi en 1994 et 1995 tel qu'on peut le tracer pour l'ensemble du Canada ne se retrouve pas dans toutes les provinces : pour certaines, il y a eu piétinement en 1994, tandis que d'autres continuaient à soutenir une croissance substantielle de l'emploi jusqu'à la fin de 1995. De même, en 1996, le rendement de certaines provinces s'est écarté du profil observé à l'échelle nationale.

Au Canada atlantique : résultats contrastés

La tendance de l'emploi à Terre-Neuve est demeurée stable pour 1994 et pour 1995 (graphique C). L'année 1996 ne semble vouloir se rapprocher ni de l'une ni de l'autre, compte tenu d'une forte tendance à la baisse après décembre 1995, annonce d'un début peu prometteur.

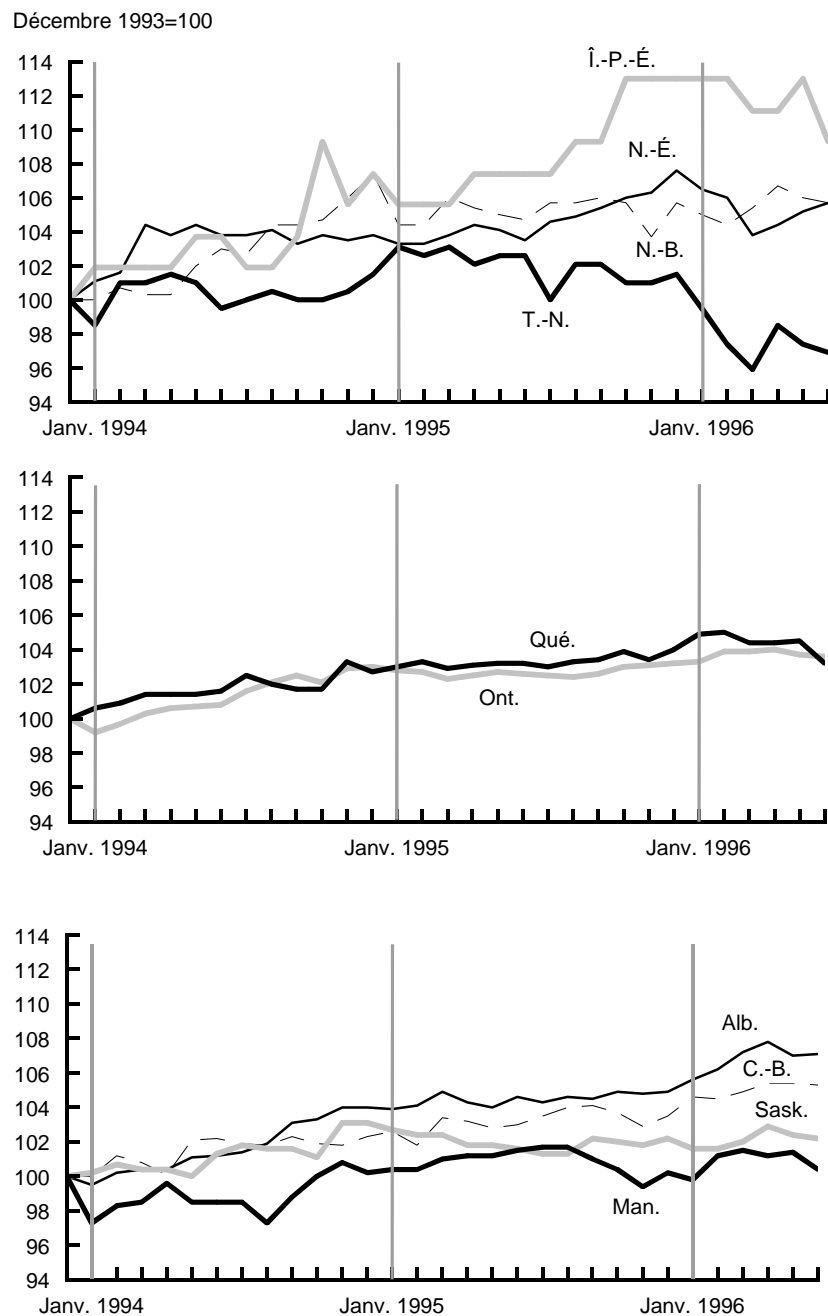
L'Île-du-Prince-Édouard présente une situation différente, mais elle ne se rapproche pas plus du profil national des deux dernières années. Depuis décembre 1993 au moins, l'emploi dans cette province dessine une tendance à la hausse qui toutefois fluctue. La fin de 1995 et le premier semestre de 1996 semblent amorcer une nouvelle tendance de faible croissance ou même de recul.

La Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick témoignent d'une certaine similitude avec le profil national de 1994 et de 1995. Cependant, en comparaison avec Terre-Neuve et l'Île-du-Prince-Édouard, on n'y décèle jusqu'ici aucun signe d'une tendance à la baisse.

Centre du Canada : croissance de plus en plus modeste

Les schèmes d'évolution de l'emploi sont semblables en Ontario et au Québec. Les deux provinces ont manifesté une croissance soutenue en 1994, peu de

Graphique C
La création d'emplois en Alberta et en Colombie-Britannique demeure étonnante.



Source : Enquête sur la population active

changement jusqu'à l'automne de 1995 et un retour à une faible croissance à la fin de 1995 et dans les premiers mois de l'année en cours. Cependant, la précarité de l'emploi en avril, mai et juin (particulièrement en juin au Québec) signifie que la croissance de 1994 ne pourra se reproduire cette année, bien que les taux de 1995, de 0,2 % (en Ontario) et de 1,3 % (au Québec), pourraient réapparaître.

Ouest du Canada : l'Alberta et la Colombie-Britannique se singularisent

Pendant toute cette période de deux ans et demi, le Manitoba a présenté une très modeste tendance à la hausse en matière d'emploi, une situation observée nulle part ailleurs. En janvier de cette année, l'emploi était au même point qu'en décembre 1993, sans enregistrer de progrès perceptibles depuis.

En Saskatchewan, comme dans l'ensemble du Canada, il y a eu croissance en 1994 mais, contrairement à ce qui s'est produit à l'échelle de tout le pays, on n'a constaté aucun changement soutenu par la suite. La première moitié de cette année donne à penser que 1996 se rapprochera beaucoup de 1995.

La capacité de création d'emplois de l'économie en Alberta et en Colombie-Britannique continue à être impressionnante. Si 1994 a été une année de croissance considérable pour ces provinces comme pour la plupart des autres, c'est en 1995 et surtout, du moins jusqu'ici, en 1996 que ces deux provinces de l'Ouest ont fait preuve d'une croissance de l'emploi qui les distingue du reste du pays. En fait, pendant les six premiers mois de cette année, n'eût été l'apparition de 31 000 nouveaux emplois dans ces deux provinces, le niveau d'emploi global aurait enregistré une baisse de 23 000.

Le rapport emploi-population

Le rapport emploi-population, c'est-à-dire le taux d'emploi, rend compte du pourcentage de personnes en âge de travailler qui ont un emploi. À ce titre, il mesure à quel point la capacité de création d'emplois de l'économie suit la cadence du changement de taille et de composition de la population.

Le mouvement des niveaux d'emploi s'estompe considérablement lorsque l'emploi s'exprime sous forme de pourcentage de la population en âge de travailler. Cela est prévisible, la population étant généralement en croissance. Une croissance soutenue de l'emploi devient alors nécessaire, ne serait-ce que pour prévenir un déclin du taux d'emploi. Ce phénomène peut être illustré de façon assez frappante à l'aide des données relatives à la Colombie-Britannique (graphique D), où

la migration d'entrée a permis un accroissement démographique exceptionnel¹. Il y a donc eu baisse du taux d'emploi, et ce, même dans une situation de croissance soutenue de l'emploi et d'accroissement démographique.

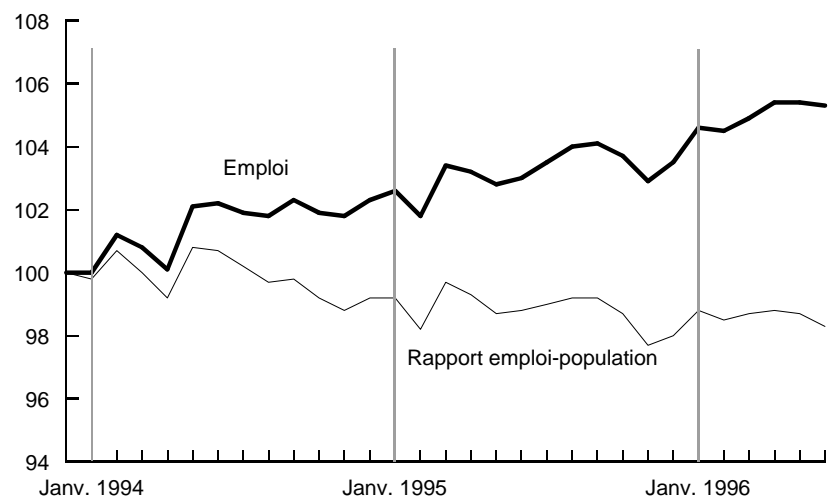
Compte tenu de l'effet de l'accroissement démographique sur le rapport emploi-population, comment les années très différentes de 1994 et 1995 se sont-elles soldées sur le plan de l'évolution du taux d'emploi et comment, en comparaison, l'année 1996 s'orientait-elle?

Jusqu'à un certain point, les trois groupes démographiques auxquels se rattachent les données du graphique E semblent avoir tiré avantage de la croissance de l'emploi de 1994. Chez les jeunes, les signes sont toutefois peu marqués, compte tenu du peu de changement qu'a connu leur poids démographique au cours des

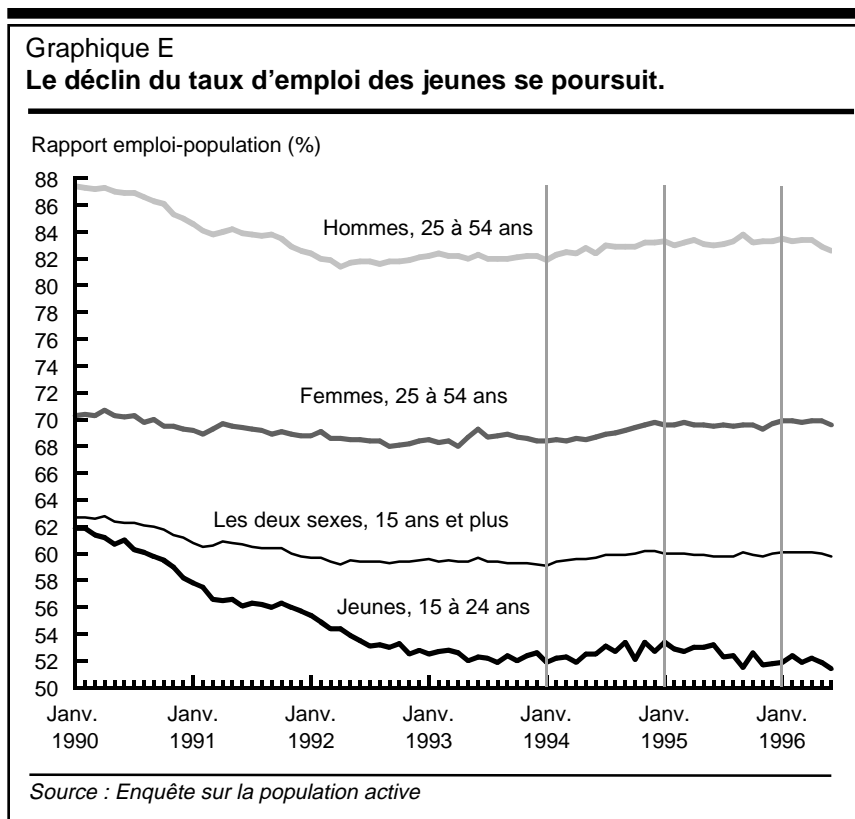
Graphique D

Malgré une forte croissance de l'emploi en Colombie-Britannique, le rapport emploi-population fléchit.

Décembre 1993=100



Source : Enquête sur la population active



années 90. Les groupes d'adultes² témoignent des effets d'une population en croissance continue, le ralentissement de la croissance de l'emploi de l'année dernière ne produisant aucune modification du rapport emploi-population. Selon les données, il n'y aurait que pour les femmes adultes que 1996 laisse entrevoir de meilleures possibilités que l'année dernière et, même en ce cas, cette impression découle principalement de l'augmentation de décembre 1995 à janvier 1996.

C'est chez les femmes adultes seulement que les taux d'emploi reviennent aux niveaux records enregistrés avant la récession. L'écart le plus large entre les taux actuels et ceux d'avant la récession se retrouve chez les jeunes mais, même chez les hommes de 25 à 54 ans, un écart de 5,5 points de pourcentage persistait en mai de cette année (depuis le sommet atteint en février 1988). Pour combler cet écart, même en supposant un

accroissement démographique nul pendant le reste de l'année, il faudrait une augmentation du niveau de l'emploi de 370 000, soit une croissance deux fois et demie supérieure à celle qui avait été enregistrée chez les hommes de 25 à 54 ans en 1994.

En ce qui concerne les jeunes, aucun signe probant de retour à la tendance observée au début de la décennie ne s'est jusqu'ici manifesté. Cette année, on a assisté mensuellement à une série d'augmentations et de diminutions qui s'annulent.

Le taux d'activité

Le taux d'activité exprime le pourcentage de la population en âge de travailler qui fait partie du marché du travail, par le biais d'un emploi ou de la recherche d'un emploi. Parce que ce taux est issu de décisions personnelles et individuelles, il forme une statistique moins

«solidaire» ou «dépendante» de l'économie que le taux d'emploi. Ce taux manifeste habituellement des tendances qui durent des années et qui sont le reflet non pas tant du marché de l'emploi en soi que de l'évolution des valeurs de la société. La croissance ininterrompue, depuis des décennies, du taux d'activité des femmes est le meilleur exemple de cette tendance. Néanmoins, dans une perspective historique, les changements du taux d'activité par rapport à ces tendances à long terme sont en corrélation avec les changements de conjoncture du marché du travail. Le défi est donc de déterminer si certains changements signalent des réactions face à l'évolution du marché du travail ou s'ils marquent le début de nouvelles tendances.

Dans les années 90, les schèmes du taux d'activité chez les adultes posent justement un pareil défi. Les données relatives aux femmes révèlent que, après plus de deux décennies de progression ininterrompue, les taux d'activité globaux chez les femmes adultes (exprimés sous forme de moyennes annuelles) n'ont démontré aucun changement soutenu après 1991. Pour certains groupes d'âge, la situation ne change que modérément. Par exemple, le taux a continué à monter chez les femmes de 45 à 54 ans jusqu'en 1993, pour se stabiliser par la suite.

En 1996, on n'a relevé jusqu'ici aucun signe marqué de réapparition de la tendance antérieure de progression continue³. Ce fait suggère l'affirmation de nouvelles tendances du taux d'activité chez les femmes, puisqu'on aurait pu s'attendre à une hausse de ce taux lors de la période de croissance de l'emploi en 1994 et en 1995.

Chez les hommes adultes, le taux d'activité poursuit son recul, comme c'est le cas depuis nombre d'années. Ce phénomène n'a rien de nouveau. On a à maintes

Tableau
Taux d'activité selon l'âge et le sexe

	Les deux sexes				Hommes				Femmes			
	25 à 54 ans	25 à 34 ans	35 à 44 ans	45 à 54 ans	25 à 54 ans	25 à 34 ans	35 à 44 ans	45 à 54 ans	25 à 54 ans	25 à 34 ans	35 à 44 ans	45 à 54 ans
	%											
Moyennes annuelles												
1989	84,2	85,4	86,0	79,7	93,8	94,1	94,7	91,7	74,7	76,5	77,2	67,6
1990	84,5	85,6	86,3	79,9	93,3	93,7	94,3	91,0	75,7	77,4	78,4	68,7
1991	84,3	85,1	86,1	80,3	92,5	92,6	93,7	90,6	76,0	77,5	78,4	70,0
1992	83,6	84,0	85,2	80,6	91,6	91,6	92,8	90,0	75,6	76,4	77,7	71,1
1993	83,8	84,0	85,8	80,8	91,6	91,7	92,9	89,7	76,0	76,3	78,7	71,9
1994	83,6	83,7	85,5	80,7	91,4	91,2	92,7	89,8	75,7	76,1	78,4	71,5
1995	83,4	83,8	85,2	80,6	91,0	91,1	92,2	89,4	75,9	76,5	78,2	71,9
Taux mensuels, 1996												
Janvier	83,8	84,4	85,7	80,5	91,5	91,8	92,8	89,3	76,1	76,9	78,7	71,5
Février	83,8	84,5	85,6	80,5	91,3	91,8	92,3	89,2	76,3	77,1	78,9	71,7
Mars	83,6	84,7	85,3	80,1	91,1	91,7	92,0	88,9	76,1	77,8	78,5	71,2
Avril	83,7	84,7	85,2	80,3	91,2	91,8	92,1	89,1	76,2	77,8	78,2	71,5
Mai	83,5	84,4	85,0	80,5	90,9	91,6	91,7	89,1	76,1	77,4	78,3	71,7
Juin	83,6	84,7	84,9	80,4	90,9	91,6	91,6	89,1	76,3	77,9	78,1	71,7

Source : Enquête sur la population active

reprises analysé la baisse du taux d'activité chez les hommes de 55 à 64 ans. Il convient sans doute plus de souligner que ce repli des taux d'activité s'est étendu, chez les adultes, à tous les groupes d'âge (tableau).

Il reste à voir si ce recul des taux d'activité chez les hommes relativement jeunes (25 à 44 ans) forme une nouvelle tendance ou s'il prendra fin lors d'une nouvelle croissance de l'emploi. Entre-temps, des analyses seront nécessaires pour déterminer si ces personnes cessent de faire partie de la population active pendant de courtes périodes ou des périodes de longue durée.

Le taux d'activité chez les jeunes s'est détérioré tout au long des années 90, sans changement prévisible. On ne sait pas exactement dans quelle mesure ce phénomène peut être attribué aux graves

difficultés que les jeunes ont connues sur le marché du travail. Depuis un certain temps, les jeunes font des études plus longues, et l'on associe traditionnellement aux étudiants à temps plein des taux d'activité relativement faibles. Les jeunes restent-ils étudiants plus longtemps en raison uniquement de mauvaises perspectives d'emploi? Si ce raisonnement était fondé, il y aurait un lien entre la dégradation du marché du travail pour les jeunes (ainsi qu'en témoigne, par exemple, la baisse du rapport emploi-population) et le faible taux d'activité de ces derniers, même si ce lien est camouflé par l'évolution des taux d'inscription scolaire ou universitaire.

Le taux de chômage

Contrairement à la montée rapide des taux de chômage observée au cours de la dernière récession, les

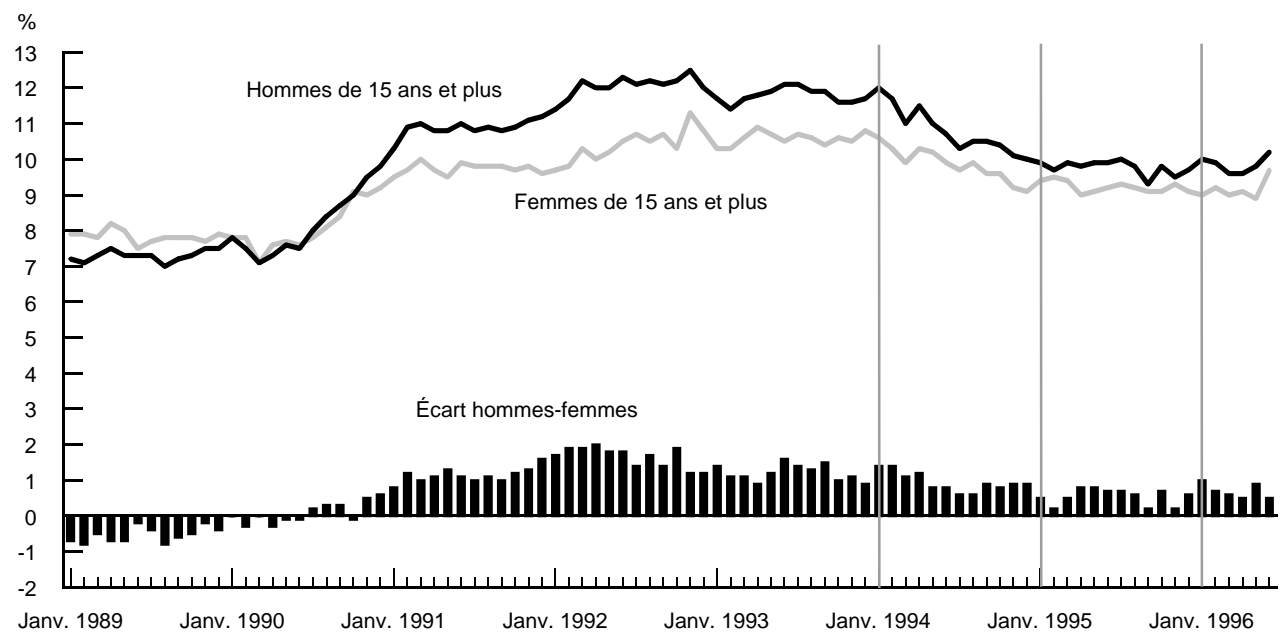
mouvements qui ont caractérisé ces derniers depuis la fin de 1993 ont somme toute été graduels.

Il y a eu amorce d'une tendance à la baisse lors de la période de forte croissance de l'emploi, en 1994. Mais, l'emploi n'ayant progressé que modérément en 1995, le taux de chômage a continué sa lente régression pendant la première partie de cette année. En 1996, sauf en juin, ce glissement a pris fin et le taux global s'est stabilisé dans une fourchette étroite, centrée sur 9,5 %.

Comme cela avait été le cas pendant la dernière récession et la reprise subséquente, le taux de chômage des hommes est resté supérieur à celui des femmes. Dans le passé, ce renversement des taux relatifs ne s'est produit que brièvement, pendant des récessions analogues à celle du début des années 80. À l'heure actuelle, les deux

Graphique F

Depuis la dernière récession, même si l'écart diminue, le taux de chômage des hommes a dépassé celui des femmes.



Source : Enquête sur la population active

taux convergent (graphique F). Il faudra attendre la suite des données pour savoir si ce renversement témoigne des effets persistants de la récession ou d'un déplacement plus durable des réalités relatives du travail, tant chez les hommes que chez les femmes.

Résumé

En 1994, le taux de croissance du secteur des biens a été supérieur à celui du secteur des services, mais c'est ce dernier qui jusqu'ici a constitué la source exclusive des progrès d'ensemble de l'emploi en 1996, comme ce fut aussi le cas en 1995.

La situation des années 80, où la croissance de l'emploi à temps partiel était généralement plus rapide que celle de l'emploi à temps plein,

semble avoir perdu de sa stabilité pendant les années 90. En 1994, la croissance de l'emploi à temps plein a incontestablement surpassé celle de l'emploi à temps partiel. On a des raisons de croire que le travail à temps plein pourrait de nouveau prédominer en 1996, mais de façon moins prononcée qu'en 1994.

Le schème national de croissance de l'emploi ne se reflète aucunement dans le cheminement des diverses provinces. Dans certaines provinces du Canada atlantique, la croissance de l'emploi est hésitante, tandis que la création d'emplois se poursuit en Alberta et en Colombie-Britannique. Pour sa part, l'Ontario a jusqu'ici fait preuve d'une croissance soutenue plutôt faible, tandis que le Québec a récemment connu des baisses.

Les mouvements du taux d'emploi démontrent que les progrès réalisés au chapitre de la création d'emplois ont à peine dépassé l'accroissement de la population en ce qui touche certains des grands groupes démographiques. Seules les femmes adultes ont retrouvé les taux d'emploi du début des années 90. Ces mouvements de faible ampleur continuent à se manifester en 1996.

Les taux d'activité des principaux groupes selon l'âge et le sexe ont maintenu leur stabilité ou ont continué à diminuer au cours des années 90. Chez les femmes, ce défaut de croissance contraste avec la situation des décennies antérieures. Quant aux hommes âgés de 25 à 44 ans, ils ont connu des baisses constantes pour la première fois.

Le taux de chômage, du moins jusqu'en juin 1996, a peu changé depuis la mi-année de 1995, oscillant légèrement entre 9,2 % et 9,7 %. L'estimation de 10 % établie en juin représente un écart majeur de la tendance.

Si les changements signalés par l'EPA de juin se révèlent passagers, l'année 1996 pourrait connaître le même profil que l'année 1995. Si les changements survenus en mai-juin perdurent, 1996 pourrait présenter une croissance encore plus lente qu'en 1995. □

■ Notes

1 En 1995, la Colombie-Britannique a enregistré une migration d'entrée nette de près de 24 000 personnes. L'Alberta venait ensuite, avec une migration d'un peu plus de 2 000 personnes. Dans six des autres provinces, la migration de sortie a été plus importante que la migration d'entrée.

2 Dans la présente section, les adultes correspondent aux personnes de 25 à 54 ans plutôt qu'à celles de 25 ans et plus. Dans le contexte d'une population vieillissante, les tendances quant à la proportion de retraités dans la population pourraient masquer les tendances du taux d'emploi chez ceux qui ont traditionnellement été susceptibles d'avoir un emploi, compte tenu des perspectives d'emploi.

3 Aux États-Unis, il semble que le taux d'activité des femmes, après avoir observé une pause de 1989 à 1993, ait repris son ascension en 1994.

■ Documents consultés

AKYEAMPONG, E.B. «Le marché du travail : bilan de fin d'année» dans *L'emploi et le revenu en perspective*, n° 75-001-XPB au catalogue, vol. 7, n° 1, Statistique Canada, Ottawa, Printemps 1995, supplément.

DUMAS, C. «Le marché du travail: bilan de fin d'année» dans *L'emploi et le revenu en perspective*, n° 75-001-XPB au catalogue, vol. 8, n° 1, Statistique Canada, Ottawa, Printemps 1996, p. 9-16.

GOWER, D. «Mosaïque canadienne du chômage dans les années 90» dans *L'emploi et le revenu en perspective*, n° 75-001-XPB au catalogue, vol. 8, n° 1, Statistique Canada, Ottawa, Printemps 1996, p. 17-24.

STATISTIQUE CANADA. *L'Observateur économique canadien*, n° 11-010-XPB au catalogue, Ottawa, certains numéros, 1996 et 1995.

---. *Répartition du revenu au Canada selon la taille du revenu, 1994*, n° 13-207-XPB au catalogue, Ottawa, 1995.